



ADDENDA # 1 DE 1

Titre de projet : Services d'A et G en matière de séismes – EAM Groupe C
Numéro de projet : S/O
Numéro de l'appel d'offres : **ARL-EAMGRPC-SEISMIC-12054**
Date : Le 5 juin 2014

Le paragraphe ci-dessous complète ou remplace le contenu correspondant des documents de demande de proposition émis le 2 mai 2014. Le présent addenda fait partie des documents contractuels; il doit être relié aux autres parties et lu et interprété à la lumière de ces dernières. Tout changement apporté au coût des travaux en raison du présent addenda doit être inclus dans la proposition de prix. Les révisions suivantes remplacent le contenu de la partie correspondante du dossier d'appel d'offres d'origine du projet susmentionné et elles deviennent partie intégrante de ce dernier.

1. Question #1

Nous nous demandons si MAECD serait d'accord pour intégrer une renonciation mutuelle des dommages indirects et une limitation globale de responsabilité en rapport avec le niveau de la portée et des frais?

Réponse

Non, le MAECD n'a pas l'autorité de limiter la responsabilité d'un entrepreneur contre les réclamations de tiers.

2. Question #2

Le langage courant dans les sections CG38 (garantie) de la section "II" du Contrat d'approvisionnement individuel de Services d'architecture et de génie en suggère une norme plus élevée de soins que ce qui est assurable. Es que le MAECD peut préciser que cette garantie et l'article s'applique uniquement à l'entrepreneur et que cela ne s'applique pas à l'expert-conseil?

Réponse

Pour les fins du le contrat d'approvisionnement individuel de Services d'architecture et de génie, les termes Consultant et entrepreneur, sont tous deux définis par la description des services de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Par conséquent, les termes se réfèrent tous deux à l'ingénieur-conseil, architecture et génie avec lesquels Sa Majesté conclut le contrat.

3. Question #3

Afin d'aligner la couverture d'assurance, serait le MAECD envisager de supprimer le temps est de la fourniture de l'essence dans CG34 comme il peut être considéré comme un conflit avec la norme de diligence professionnelle?

Réponse

Non.

4. Question #4

En ce qui concerne la section 1.3 des dépenses remboursables, dans la section I des Conditions supplémentaires - embauchera MAECD que l'entrepreneur noté ici directement où sera le consultant embaucher l'entrepreneur?

Réponse

Le consultant est l'entrepreneur principal à Sa Majesté. Tous les autres travaux sous contrat, s'il est approuvé, sera sous-traitée par la [consultant](#).

Fin de l'addenda # 1